

Quand le spectre de Bolivar hante le FSM : Dilemme entre le principe d'horizontalité et la révolution bolivarienne

Nathalie Guay et Raphaël Canet *

Le Forum social mondial (FSM) de Caracas de janvier 2006 fut, en quelque sorte, un triple événement : à la fois 1) le second des trois actes du VI^e FSM polycentrique, 2) la deuxième édition du Forum social des Amériques, ainsi que 3) la première exposition internationale de la révolution bolivarienne. Pour des milliers de participants étrangers au FSM de Caracas, l'événement allait leur permettre de satisfaire leur curiosité à propos du processus politique en cours au Venezuela depuis l'accession au pouvoir de Hugo Chavez en 1999¹. C'est ainsi que, tout au long de l'avenue Bolivar dans le parc Vargas, l'altermondialiste pouvait étancher sa soif d'espoir en l'humanité en visitant les tentes des divers gouvernements qui faisaient la promotion de leurs « missions ».

La tenue de cet épisode polycentrique au Venezuela n'est certes pas le fruit du hasard. Il est beaucoup plus facile, en termes de coûts, de disponibilité des ressources et de liberté d'action, de célébrer un forum lorsque l'administration publique est favorable à l'événement. De plus, la popularité de Chavez au FSM de Porto Alegre en 2005 où il fut chaudement applaudi, et l'espoir

suscité par son programme politique dans les cercles altermondialistes, semblent suggérer que, pour plusieurs, le processus révolutionnaire qui a cours en ce moment au Venezuela illustre la possibilité d'un autre monde, ou à tout le moins, d'une véritable expérience altermondialiste.

Dès lors, la question se pose de savoir si le bolivarianisme et l'altermondialisme sont deux pensées compatibles. Cette interrogation est cruciale afin de contribuer à l'exercice de réflexivité sur le processus des forums sociaux, à l'heure où le débat entre espace et acteur se fait de plus en plus aigu. Après un bref retour sur les éléments de définition de l'altermondialisme, nous nous pencherons sur les principaux principes qui définissent le bolivarianisme. Nous explorerons ensuite le processus politique au Venezuela, la révolution bolivarienne, ainsi que sa traduction supranationale – latino-américaine - l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Nous reviendrons, en dernier lieu, sur la question épineuse de l'horizontalité des rapports de pouvoir.

Altermondialisme et bolivarianisme

Dans une chronique précédente², nous définissions l'altermondialisme comme une utopie qui s'est d'abord nourrie de l'opposition au néolibéralisme et à l'impérialisme pour faire

* Nathalie Guay est étudiante à la maîtrise en géographie, membre étudiante du CRISES, ainsi que membre d'AlterUQAM. Raphaël Canet est chercheur postdoctoral au Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA) de l'INRS-UCS à Montréal, chercheur associé à la Chaire MCD et membre d'AlterUQAM. Tout deux tiennent à remercier l'Observatoire des Amériques qui, parmi d'autres, a rendu possible leur participation au FSM.

¹ Pierre Baudet, « Le laboratoire vénézuélien », *Alternatives Internationales*, 27 septembre 2005. En ligne : <http://alternatives-international.net/article54.html>

² Voir la chronique de Raphaël Canet et Nathalie Guay, « La question du pouvoir au Forum social mondial : Écueil de l'utopie altermondialiste ? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, no 13, mars 2006. En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca>.

la promotion d'un autre monde possible articulé autour d'une conception différente des relations de pouvoir. Le passage du mouvement contestataire de Seattle au mouvement créatif de Porto Alegre n'est certes pas étrange si l'on s'attarde un tant soit peu aux dynamiques propres à de nombreux mouvements sociaux qui composent la famille altermondialiste. Pensons notamment aux organisations liées à l'Alliance sociale continentale (ASC) qui mit de l'avant, dès 1998, une vision alternative de l'intégration continentale face à la Zone le libre-échange des Amériques (ZLEA).

L'originalité que porte cette mouvance globale réside plutôt dans la création d'un nouveau genre d'espace public, le forum social et le campement de la jeunesse - d'où émane une culture politique fondée sur l'horizontalité. Cette dernière se réfère autant au besoin de replacer le citoyen au cœur du politique, grâce à la démocratie participative ou directe, qu'au désir de renverser les structures organisationnelles hiérarchiques. Dès lors, l'autre monde possible doit aussi se construire autrement, sans élite ni avant-garde autoproclamée (*top down*), mais depuis la base vers le haut (*bottom-up*).

De son côté, l'idéologie du bolivarianisme nous renvoie aux idées du *Libertador* Simón Bolívar, qui conduisit plusieurs pays sud-américains à l'indépendance vis-à-vis de l'empire espagnol entre 1811 et 1825. C'est dans des documents tels que la Charte de Jamaïque, le Discours d'Angostura et le Manifeste de Cartagène que l'on retrouve les grandes lignes de la vision de Bolívar : l'éducation publique gratuite et obligatoire, la souveraineté nationale et l'union des pays latino-américains³. Dans le contexte vénézuélien actuel, le bolivarianisme se réfère également aux figures de Ezequiel Zamora, pour l'union civico-militaire et la souveraineté du peuple, et de Simón Rodríguez, le maître de Bolívar, que l'on appelle aussi Robinson, défenseur de l'éducation populaire, de l'égalité et de la liberté, et qui a su transmettre ces valeurs au *Libertador*⁴. Ces trois figures forment « l'arbre aux trois racines », le fondement

idéologique de ce que Chavez nomme le « bolivarianisme ».

Si le caractère anti-impérialiste du bolivarianisme va de soi, l'opposition au néolibéralisme est le fruit d'une construction récente. Aux valeurs originales de Bolívar s'ajoute un souci de justice sociale face aux impacts désastreux des politiques néolibérales. Cette opposition au néolibéralisme différencie le bolivarianisme actuel, nettement de gauche, de celui évoqué par d'autres régimes depuis la mort du *Libertador*, comme celui du Général Eleazar López Contreras, au pouvoir de 1936 à 1941. Ce dernier avait, lui aussi, mobilisé l'univers symbolique bolivarien dans le but de soutenir son projet de modernisation de l'État, suite à la tyrannie prétorienne de Juan Vicente Gómez, mais dans une claire position anti-socialiste et, plus précisément, afin de combattre la menace bolchevique⁵.

Jusqu'ici, il ne semble pas y avoir d'incompatibilités majeures entre bolivarianisme et altermondialisme. Mais c'est au niveau de l'horizontalité des rapports de pouvoir, et plus spécialement des structures organisationnelles hiérarchiques, que la comparaison avec l'altermondialisme apparaît plus problématique. Le bolivarianisme est une idéologie en construction. Les allers et retours entre la théorie et la pratique façonnent l'évolution de cette pensée. Pour Irwin et Buttó, les règnes du Général Eleazar López Contreras et du Lieutenant-colonel Hugo Chavez ont un point en commun : *le prétorianisme*, que l'on peut définir comme « une situation dans laquelle le secteur militaire d'une société donnée exerce une influence politique abusive, recourant à la force ou menaçant de le faire⁶ ». Pour Langue, l'histoire récente du Venezuela « démontrerait amplement que le contrôle exercé par les civils est insuffisant, quand il ne relève pas de la fiction, et que l'héritage du prétorianisme est une réalité encore incontournable⁷ ». Irwin et Buttó⁸

³ Voir la notice à ce propos du bolivarianisme sur le site de Wikipédia (www.wikipedia.org)

⁴ Voir la conversation entre Hugo Chavez et Manuel Cabieses dans laquelle Chavez définit les axes centraux du socialisme du XXIe siècle. Horacio Benítez, « Venezuela: Presidente Chávez define Socialismo del siglo XXI », *Indymedia*, 2005. <http://pr.indymedia.org/news/2005/10/10551.php>

⁵ Domingo Irwin et Luis Alberto Buttó, « Reflexiones Sobre la Literatura Venezolana Relacionada con "Los Bolivarianismos" », *Combined Arms Center Military Review*, mai-juin 2005, Edición Hispanoamericana, pp. 13-21. En ligne :

<http://www.leavenworth.army.mil/milrev/Spanish/index.htm>
⁶ Bautista Urbaneja Mijares, cité dans Frédérique Langue, « Les relations civils-militaires dans l'histoire récente du Venezuela. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Numéro 3 – 2003. En ligne :

<http://nuevomundo.revues.org/document657.html>

⁷ *Ibid.*

ne disent pas autre chose lorsque, analysant les différents bolivarianismes qui se sont succédés dans l'histoire, ainsi que leurs protagonistes, ils en viennent à la conclusion que les projets politiques radicaux en Amérique latine ne peuvent survivre que lorsqu'ils ont l'appui du secteur militaire. Comment, dès lors, se conformer à l'utopie de l'horizontalité ?

Du bolivarianisme au socialisme du XXI^e siècle

Plus récemment, le discours du président Chavez s'est enrichi d'une nouvelle référence idéologique qui est, elle aussi, très chargée symboliquement : le socialisme du XXI^e siècle⁹. Au cours d'une rencontre avec Manuel Cabieses, Hugo Chavez s'est appliqué à définir les contours de cette nouvelle idéologie, qu'il conçoit comme un socialisme renouvelé, qui prend appui sur les travaux de Marx et sur diverses expériences historiques, comme l'enseignement du Christ (qu'il considère comme le premier socialiste de l'histoire), les communes du Paraguay et du Brésil, ainsi que l'héritage de « l'arbre aux trois racines ». Il englobe également les valeurs suivantes¹⁰ :

- La morale : sur le terrain éthique, lutter contre les valeurs capitalistes, l'individualisme, les privilèges et la corruption.
- La démocratie participative : les partis doivent être subordonnés au pouvoir populaire.
- L'égalité et la liberté : le socialisme doit promouvoir l'inclusion et l'égalité.
- Le coopérativisme et l'associativisme : un changement des modalités d'opération du capital pour favoriser des expériences d'autogestion, de cogestion, de propriété collective et coopérative, d'entreprises de production sociale et d'unités de production communautaires.

Certes, l'introduction de cette nouvelle référence permet ainsi d'enrichir l'univers idéologique du discours chaviste, par l'introduction de nouvelles valeurs plus universalistes. Cependant, ce glissement vers le socialisme semble moins lié aux fondements idéologiques de ces deux pensées, qu'à une radicalisation du discours de

Chavez suite à sa victoire lors du référendum révocatoire de 2004. L'utilisation de l'expression « socialisme du XXI^e siècle » la première fois, lors du FSM de 2005¹¹, peut également être comprise comme une stratégie afin d'entrer en résonance avec des organisations de l'extérieur de l'Amérique latine pour qui le terme de bolivarianisme est certainement un peu obscur. Dans cette perspective, la référence au socialisme du XXI^e siècle permettrait de projeter au niveau global, dans une perspective stratégique d'unification mondiale des luttes, l'idéologie bolivarienne trop fortement enracinée à l'échelle régionale. Nous sommes donc ici devant un changement stratégique d'échelle d'un référent idéologique.

Notons par ailleurs que ce glissement sémantique nous permet aussi de percevoir la nature beaucoup plus symbolique et métaphorique du bolivarianisme, aux dépens de sa dimension programmatique. Comme le souligne Edgardo Lander :

« Les définitions initiales du projet de changement bolivarien, et la référence réaffirmée au dénommé « arbre aux trois racines » ont avant tout un contenu symbolique, destiné à donner un sens intégrateur et reconstituteur de l'histoire nationale et continentale, plutôt que de définir les contours d'un projet politique ou économique précis pour le pays ¹² ».

Nous pouvons ainsi penser qu'il en va de même pour l'expression « socialisme du XXI^e siècle ». Cela dit, il n'en demeure pas moins que, aussi confus soit-il, le bolivarianisme prôné par le gouvernement de Chavez nourrit deux projets politiques qui entendent actualiser cette référence idéologique : le premier se déploie à l'interne sous la forme de *la révolution bolivarienne* ; le second, se prolonge à l'externe, à travers l'ALBA. Le survol de ces projets nous permettra d'alimenter par des observations empiriques notre réflexion sur l'horizontalité et la conception du changement social propre au bolivarianisme.

⁸ D. Irwin et L.A. Buttó, *Op. cit.*

⁹ Ces trois figures sont employées par le président Chavez depuis sont arrivée au pouvoir, mais ce n'est qu'à compter de 2005 que Chavez parle de socialisme du XXI^e siècle.

¹⁰ H. Benitez, *Op. cit.*

¹¹ Emir Sader, « Résistances et intégration. Alternatives latino-américaines ». *Le Monde diplomatique*, no 623, février 2006, pp. 1, 16 et 17.

¹² Edgardo Lander, « Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique », *Alternatives Sud*, vol.XII, n°2, 2005, p.171.

La révolution bolivarienne

L'une des premières tâches à laquelle s'est attelé Chavez lors de son arrivée au pouvoir en 1999 fut de faire adopter une nouvelle constitution par référendum, la Constitution bolivarienne, qui transforme le nom du pays en *République Bolivarienne du Venezuela*. Celle-ci prévoit nombre de changements, notamment l'inclusion de mécanismes de participation citoyenne et de démocratie participative. Citons à titre d'illustration l'article 70 de la Constitution bolivarienne:

« Constituent des moyens de participation et d'élection du peuple pour l'exercice de sa souveraineté politique : l'élection aux charges publiques, le référendum, la consultation populaire, la révocation du mandat, l'initiative législative ; constitutionnelle et constituante, session ouverte, l'assemblée de citoyens et de citoyennes dont les décisions seront d'un caractère inaliénable, entre autres; dans le social et l'économique, les constantes de prévoyances citoyennes dont celles à caractère financier, les caisses d'épargne, l'entreprise communautaire et autre formes associatives guidées par les valeurs de coopération mutuelle et de solidarité ».

Ainsi, une certaine forme d'horizontalité, comprise comme l'implication du peuple dans les processus démocratiques, est promue par la Constitution et, peu à peu, des mécanismes de participation citoyenne se mettent en place. Il serait cependant prématuré de considérer le gouvernement national du Venezuela comme une institution démocratique participative. Il semble que, d'une part, la démocratie participative se pratique effectivement à l'échelle locale, dans un nombre encore marginal de municipalités, et que, d'autre part, des processus de consultation avec certains acteurs de la société civile ont lieu, comme ce fut le cas notamment lors du processus de rédaction de la nouvelle constitution. Par ailleurs, dans le contexte de crise des institutions représentatives que connaissent les sociétés modernes, une avancée aussi significative en termes d'institutionnalisation d'un système de démocratie plurielle doit être soulignée de façon positive.

Notons tout de même que, si le pouvoir détenu par les citoyens s'est effectivement accru depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, il

en va également de même pour l'armée. Ainsi, les militaires se sont vus reconnaître deux rôles fondamentaux dans le processus de la Révolution bolivarienne : d'une part, garantir la souveraineté, la sécurité et la défense du pays et, d'autre part, participer activement au développement national et être un vecteur de transformation sociale. Ceci implique aussi un rapprochement entre le peuple et l'armée, désormais liés sous le concept d'union civico-militaire, et dont l'illustration la plus probante a été l'échec du coup d'État perpétré contre le président en 2002. Enfin, faut-il le souligner, le populisme du régime et le culte de la personnalité, dont Chavez fait l'objet, apparaissent peu compatibles avec le principe d'horizontalité.

Cela dit, la révolution bolivarienne a des impacts positifs pour la société vénézuélienne. L'un des axes principaux de la révolution bolivarienne est formé par les missions et programmes sociaux qui représentaient, en 2004, 32% du PIB et qui sont largement financés par la rente pétrolière prélevée par l'entreprise publique vénézuélienne PDVSA, à hauteur de 3,2 milliards de dollars en 2004¹³. La quantité de missions s'est multipliée au cours des dernières années, alors que les retombées de certaines d'entre elles nourrissent le plus grand optimisme, comme en témoigne, dans le domaine de l'éducation, la *mission Robinson*¹⁴ d'alphabetisation de la population qui aurait d'ores et déjà atteint son objectif puisque, selon les dires de Chavez, le Venezuela serait dorénavant un pays libre d'analphabétisme. Par ailleurs, les missions *Ribas* et *Sucre* qui visent à fournir un programme de bourses aux étudiants des cycles secondaire et supérieur ont également connu du succès. En matière de santé et de salubrité, de nombreuses cliniques qui offrent à la population pauvre des *barrios* des soins de santé en recourant aux services de médecins cubains ont été créées. On dit d'ailleurs maintenant que tous les Vénézuéliens peuvent recevoir gratuitement des soins de santé adéquats et des médicaments à prix très bas. Parallèlement, les missions *Mercal* et *Barrio Adentro* favorisent l'accès aux denrées de base, ainsi que la réfection des infrastructures dans les bidonvilles.

¹³ Pierre Beudet, « Retour de Caracas. À la rencontre du mouvement populaire du Venezuela ». *Alternatives internationales*, 2006. En ligne : <http://alternatives-international.net/IMG/pdf/Retour-Caracas.pdf>

¹⁴ Le nom de « Robinson » provient du pseudonyme de Simon Rodriguez.

L'Alternative bolivarienne pour les Amériques

À l'instar de Bolívar, Chavez rêve de l'union de l'Amérique Latine, la *Patria Grande* et, pour concrétiser ce projet, il a développé une Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) qui comprend deux grandes dimensions.

L'ALBA stato-politique

L'ALBA se pose explicitement en opposition à la ZLEA et ce, de deux façons. Tout d'abord, avec une vision différente des finalités et des modalités du processus d'intégration économique. Ainsi, l'ALBA s'oppose à une vision *stato-économique*¹⁵, basée sur l'idée de liberté économique où l'on encourage, par le biais d'accords inter-étatiques, la libéralisation des échanges commerciaux et l'avènement d'un marché continental dégagé de l'emprise de l'État. L'ALBA se présente plutôt comme un projet d'intégration *stato-politique*, basée sur l'idée de régulation politique pour encadrer l'autonomie des marchés et des États, et limiter les impacts de la libéralisation sur la société au nom de la défense et de la promotion du bien commun.

Des thèmes tels que l'accès aux marchés, la propriété intellectuelle, les investissements sont évidemment repris, mais dans une optique de nationalisation des ressources, de protectionnisme, de souveraineté nationale et d'avantages *coopératifs*, plutôt que d'avantages *comparatifs*¹⁶. Ainsi, l'ALBA se distingue des autres formes d'accord régionaux en plaçant au premier plan, et de façon souveraine face aux intérêts économiques, les valeurs des droits humains et des travailleurs, de participation de la société civile aux négociations internationales,

de l'environnement¹⁷, ainsi que l'intégration physique et culturelle des peuples¹⁸.

Les premiers accords conclus dans le cadre de l'ALBA l'ont été officiellement lors de la IV^e Rencontre de Lutte Hémisphérique contre la ZLEA en avril 2005, à La Havane (Cuba). Concrètement, il s'agissait alors d'une quarantaine d'accord bilatéraux de coopération et d'échanges commerciaux entre le Venezuela et Cuba pour une valeur initiale de plus de 400 millions de dollars, et qui inclut notamment l'envoi de plus de 20 000 médecins, dentistes et entraîneurs sportifs cubains pour les missions vénézuéliennes¹⁹. En retour, le Venezuela livre de grandes quantités de pétrole à Cuba, près de 80 000 barils par jour, ce qui permet à l'île de mieux faire face à sa crise économique²⁰. Plus récemment, Chavez a créé l'entreprise *Petrocaribe*, « destinée à livrer à onze pays de la Caraïbe du pétrole à prix réduit, avec des facilités de paiements ²¹ ».

D'autres accords bilatéraux ont été signés entre le Venezuela et des pays latino-américains, tels que le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. Citons aussi les projets *Petrosur*, qui vise à regrouper les entreprises pétrolières publiques d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Équateur et du Venezuela, la *Banque du Sud*, ainsi que *Telesur*, la nouvelle chaîne de télévision financée par le Venezuela (51%), l'Argentine (20%), Cuba (19%) et l'Uruguay (10%). Ces projets se fondent sur la *déprivatisation* des ressources, le respect de l'autonomie nationale, la solidarité et la lutte contre la pauvreté, ainsi que la mise en place d'infrastructures pour le développement autonome de l'Amérique Latine. En somme, des valeurs très semblables à celles de l'ALBA. Dans cette perspective, les projets en question s'inscrivent bien dans le cadre idéologique d'une intégration politique de l'Amérique latine, dont

¹⁵ Pour une meilleure compréhension des différentes formes d'intégration stato-économique, stato-politique et socio-politique, voir le texte de R. Canet et N. Guay, « Intégration ou désintégration continentale ? Bilan des alternatives à la veille du troisième Sommet des peuples des Amériques de Mar del Plata, du 1er au 5 novembre 2005 », *Chronique des Amériques*, no 34, octobre 2005. En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca>

¹⁶ Voir à ce sujet le texte de Emir Sader, *Op. cit.*

¹⁷ Il importe néanmoins de souligner à ce sujet que, face à certains projets énergétiques régionaux, tels que le controversé projet de gazoduc de 8000 kilomètres reliant la Caraïbe au Rio de la Plata, on n'a pas véritablement avancé sur la question du développement des énergies propres et même, de façon plus large, dans le domaine des politiques environnementales.

¹⁸ Verena Glass, « Venezuelanos querem adesão a projeto alternativo à Alca », *Quarta Maior*, 10 février 2004.

En ligne : <http://agenciartamajior.uol.com.br/agencia.asp?coluna=reportagens&id=1352>

¹⁹ Voir le texte de Jean-Michel Caroit, « Cuba : retour à la révolution », *Le Monde*, 29 juin 2005.

²⁰ Claudia Jardim, « Par et pour les Latino-Américains », *Le Monde diplomatique*, juin 2005.

²¹ Emir Sader, *Op. cit.* p. 17.

l'une des orientations serait de faire face au déficit énergétique et au monopole de l'information étrangère dans la région²².

Au-delà de ces projets et accords bilatéraux, il est malgré tout difficile d'imaginer, pour l'instant du moins, que l'ALBA puisse s'imposer comme cadre idéologique d'une éventuelle Communauté sud-américaine des nations, ou d'une communauté élargie à partir du Mercosur. En effet, malgré les appels de Chavez à politiser le Mercosur²³, ce bloc régional connaît certaines tensions²⁴ et vit, selon Claudio Katz²⁵, une période de *postlibéralisme bourgeois* sous la gouverne de pays qui, comme le Brésil, sont dirigés par des gouvernements de centre gauche appuyés par la classe bourgeoise. Et, mis à part Cuba, l'ALBA comme modèle d'intégration politique n'est pas promu par les dirigeants du Mercosur et de l'Amérique Latine. On se souviendra d'ailleurs que, si le 4^{ème} Sommet des Amériques qui s'est tenu à Mar del Plata (Argentine), en novembre 2005, a certes débouché sur un échec, les divisions entre les différents pays étaient bien plus complexes que ce que laisse supposer le discours chaviste. Outre le fait que 29 pays de la zone étaient d'accords pour relancer les débats sur la ZLEA, le *front du refus* composé des « cinq mousquetaires » (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Venezuela) n'était pas homogène. Si les quatre pays du Mercosur attendaient un geste de bonne volonté de la part des pays du Nord sur le dossier des subventions agricoles (notamment dans le cadre de l'OMC) pour revoir leur position sur la ZLEA, le Venezuela faisait bande à part en proclamant haut et fort « la mort de la ZLEA ».

L'ALBA socio-politique

Mais l'ALBA revêt aussi une dimension sociale plus large, lorsqu'elle est présentée comme un

projet d'intégration régionale portée par les peuples et débouchant sur la création d'une communauté dotée d'une identité latino-américaine. Ainsi, l'ALBA est aussi une forme d'intégration *socio-politique*, en ce qu'elle vise la réalisation d'un projet politique porté par la société civile et fondé sur la promotion et la garantie des droits humains et sur le rôle de développement national joué par l'État.

On retrouve dans cette ALBA imaginaire la même rhétorique qui conduit les partisans de la révolution bolivarienne, et Chavez le tout premier, à affirmer que le processus est guidé par le peuple, alors que les instances politiques occupent tous les postes de commande. En ce sens, l'ALBA peut effectivement apparaître comme un processus de construction par le bas (*bottom-up*) qui rallie la culture horizontale de l'altermondialisme, alors même que son versant stato-politique se déploie depuis les autorités politiques vers le peuple (*top-down*).

Selon Sato²⁶, l'idée d'intégration continentale semble occuper un espace privilégié dans l'imaginaire collectif américain depuis l'accession à l'indépendance des pays des Amériques et elle a été mise de l'avant par de nombreux protagonistes. Toutes les figures symboliques latino-américaines - depuis Bolivar jusqu'au Che - sont convoquées, notamment par Chavez et les mouvements sociaux eux-mêmes, afin de défendre l'idée d'ALBA.

Le projet d'ALBA rallie désormais les principaux réseaux et organisations, parmi lesquels il convient de citer au premier chef l'ASC, qui avait auparavant joué un rôle de premier plan dans la consultation et l'élaboration d'un projet intitulé *Des Alternatives pour les Amériques*, qui avait été mis au pont et révisé lors des premier et deuxième Sommets des peuples des Amériques, à Santiago, en 1998 et à Québec, en avril 2001. Dans ce document l'ASC faisait la promotion d'une intégration alternative à la ZLEA qui devait être construite par les peuples. Lors de l'Assemblée continentale contre la ZLEA tenue dans le cadre du V^e FSM à Porto Alegre, en janvier 2005, l'ALBA était décrite

²² Claudia Jardim, *Op. cit.*

²³ Hugo Chavez, « Mercosur debe ser un proyecto de los pueblos », Discours de clôture du 29^{ème} Sommet du Mercosur, Montevideo (Uruguay), 9 décembre 2005. Texte repris dans la brochure *Palabras antiimperialistas*, Caracas, Ministère de la communication et de l'information, 2006.

²⁴ Voir notamment à ce sujet : Jacques Ginesta, *Los sistemas de integración a comienzos del siglo XXI*, 2003, <http://www.cedep.ifch.ufrgs.br/biblioteca/textoelectronico.htm>. Voir aussi Nicolas Foucras, « XXVIII^e sommet des chefs d'État du Mercosur : visions divergentes et critiques de l'union douanière », *Centre d'Études Interaméricaines*, 2005. En ligne : <http://www.cei.ulaval.ca/>

²⁵ Propos recueillis dans le cadre de l'atelier « ALBA : une alternative aux Amériques » au 6^e Forum social mondial à Caracas le 26 janvier 2006.

²⁶ Eiiti Sato, *As negociações da ALCA: Condicionamentos e expectativas*, 2003. En ligne : <http://www.cedep.ifch.ufrgs.br/biblioteca/textoelectronico.htm>

comme un « projet valide, mais auquel il faut apporter plus de précisions ²⁷. »

Depuis lors, la position de l'ASC a changé du tout au tout. Ainsi dans la Déclaration finale du III^e Sommet des Peuples des Amériques, tenu à Mar del Plata, en novembre 2005, on appelle les populations à supporter et à faire la promotion de l'ALBA, tandis que l'on ne mentionne même plus le document *Alternatives pour les Amériques*. Cependant, selon une représentante de *Common Frontiers*, la plus importante coalition canadienne d'organisations opposées à la ZLEA, le changement de cap serait moins radical qu'il y paraît dans la mesure où Chavez se serait inspiré du document *Alternative pour les Amériques* pour élaborer le projet d'ALBA.

Néanmoins, l'impact de ce changement est important au nord du continent. Si l'ASC englobait l'ensemble des Amériques dans son projet alternatif d'intégration, l'ALBA exclut, pour l'instant du moins, l'Amérique du Nord. Alors que la formation de l'ASC, en 1997, avait conduit à une transnationalisation hémisphérique des actions collectives des mouvements sociaux qui luttait contre les traités de libre-échange, comme l'ALENA et la ZLEA, on assisterait aujourd'hui à un repli de chacun des deux hémisphères des Amériques sur lui-même.

Et alors?

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette réflexion sur le bolivarianisme et son rapport avec l'utopie altermondialiste? Tout d'abord que, dans le cas de l'altermondialisme, l'horizontalité est associée, non seulement à une nouvelle culture politique, mais encore à une innovation majeure : la possibilité de créer un nouvel espace public mondial – et autant de déclinaisons à d'autres échelles continentale, nationale ou régionale. C'est pourquoi la Charte du FSM exclut l'auto-proclamation d'une avant-garde du mouvement en respectant la diversité de ses participants²⁸. La conception d'horizontalité qui

émane des forums n'est toutefois pas sans faille. Par exemple, les individus qui ne sont pas liés à une organisation ne peuvent pas organiser d'ateliers au FSM, et le Secrétariat international du FSM n'est pas ouvert à toutes les organisations désirant s'y impliquer, ni aux individus non-affiliés.

Mais on rencontre une conception et une pratique encore plus intenses et plus nourries de l'horizontalité à l'intérieur même de l'expérience du Campement intercontinental de la jeunesse (CIJ). Ainsi, la structure du CIJ est ouverte et horizontale et il n'y a pas de distinctions opérées entre les individus et les délégués d'organisation²⁹. Il faut malheureusement souligner un recul important à ce sujet pour l'édition de 2006 à Caracas, où les participants ont dû se réapproprier le campement pour en faire un espace autogéré, après avoir été exclus de sa mise en place par le comité organisateur vénézuélien. Impact de la culture locale, ou méprise quant à la nature de l'événement? La question est lancée.

Dans ce contexte, et compte tenu des significatives avancées sociales réalisées sous le bolivarianisme au Venezuela, est-il exagéré ou même nécessaire d'exiger une abolition des structures hiérarchiques? Une intervenante au FSM disait lors d'un atelier : « Si la démocratie est une négociation entre égaux, le pouvoir pervertit ce processus ». Dès lors, ceux qui expriment le souhait de voir advenir une société qui célébrerait le triomphe de l'égalité ne peuvent passer outre la question de l'horizontalité et de sa problématique institutionnalisation. Ainsi, pour ceux qui, comme nous, perçoivent la nécessité de prendre acte de la nouvelle culture politique qui émane des forums sociaux et des campements de la

²⁷ Alliance sociale continentale, *Asamblea Continental contra el ALCA: reforzar acciones contra el "libre comercio"*, 28 janvier 2005. En ligne : <http://www.asc-hsa.org/>

²⁸ En effet, l'article 6 de la Charte du FSM stipule que : « Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation, en tant que rassemblement de ceux qui

participent au Forum, sur des déclarations ou propositions d'action qui les engagent tous ou leur majorité et qui se voudraient être celles du Forum en tant que Forum. Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie ».

²⁹ Voir à ce sujet le site du Campement intercontinental de la jeunesse :

http://proweb.procempa.com.br/pmpa/prefpoa/acampamento_fsm/default.php, et celui du Campement québécois de la jeunesse : <http://www.campementjeunesse.org/>. Voir aussi : Nathalie Guay « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, no 5, 14 avril 2005. En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca>

jeunesse, la question de savoir comment concrétiser l'altermondialisme demeure entière.